



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

## emploi et activité

Question au Gouvernement n° 1034

### Texte de la question

#### CRISE DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

M. le président. La parole est à M. Jean-Michel Villaumé, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Jean-Michel Villaumé. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre et concerne les difficultés du tissu industriel, notamment automobile.

La Franche-Comté a le triste privilège de connaître la plus forte hausse du chômage : plus de 28 % en un an, plus de 35 % ces trois derniers mois !

Mais surtout, l'explosion du chômage est liée à une véritable destruction de l'outil industriel français. Accorder des aides publiques aux groupes automobiles sans contreparties relève de la même faiblesse que d'accorder des milliards aux banques. Demander, sans le définir clairement, le maintien de l'activité en France est insuffisant, cela reste un vœu pieux.

La baisse de la production de véhicules automobile approche les 20 %. Et quand l'automobile est en difficulté, c'est l'économie du pays tout entière qui est touchée !

Le plan de relance est insuffisant, car il n'empêche pas le démantèlement de notre industrie. Aujourd'hui, il convient d'inciter plus fortement encore au maintien de la production et de l'emploi par des contraintes plus ciblées et des aides à l'ensemble des filières.

Sur près de 1 500 entreprises dans le Grand Est, plus de 10 % sont en cessation d'activité ou en liquidation. Les sous-traitants sont étranglés, des milliers d'emplois industriels disparaissent.

La situation est très grave. Elle a été sous-estimée par votre gouvernement, qui fait du coup par coup sans cohérence d'action économique. À la sortie de la crise, notre appareil productif sera totalement sinistré.

Quelles mesures supplémentaires le Gouvernement compte-t-il mettre en oeuvre pour sauvegarder notre tissu industriel et sauver nos emplois ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. Luc Chatel, secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation, porte-parole du Gouvernement.

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation, porte-parole du Gouvernement.* Monsieur Villaumé, une triple crise frappe aujourd'hui l'industrie de manière générale et l'automobile en particulier.

D'abord une crise financière : l'industrie, qui a de forts besoins de liquidités, a été directement frappée par l'assèchement des crédits.

Ensuite, une crise de la demande, une crise économique. Les carnets de commandes se sont réduits jusqu'à moins 40 % dans toute la filière automobile.

M. Maxime Gremetz. Regardez les actionnaires ! Pour eux, les profits continuent de grimper !

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État.* Une crise sociale enfin, avec le recours à l'activité partielle ; on assiste au début d'un certain nombre de plans de restructuration.

Face à cette triple crise, la réponse du Gouvernement est elle aussi triple.

Pour commencer, nous avons réamorcé la pompe du crédit, en recourant à un plan massif de sauvetage du système bancaire, que Christine Lagarde rappelait tout à l'heure. Dans le secteur de l'automobile, nous mettons à disposition de l'ensemble des sous-traitants des garanties, via OSEO, pour permettre aux entreprises de toute

la filière de financer leur trésorerie.

Contrairement à ce que vous venez de dire, nous allons prêter aux constructeurs automobiles moyennant des engagements forts en termes de contreparties de pérennité des sites industriels automobiles dans notre pays. Ensuite, le Gouvernement répond à la demande en utilisant trois puissants leviers : la prime à la casse, qui permet, dans un marché européen totalement sinistré, de limiter les dégâts en France ; la mise en place d'un fonds stratégique d'investissement qui nous permettra d'investir dans les entreprises ayant besoin de fonds propres.

Enfin, nous répondons à la crise sociale par des mesures d'indemnisation du chômage partiel, que nous avons renforcée. Vous appelez de vos vœux, monsieur Villaumé, le 18 janvier dernier, un plan massif pour l'automobile.

M. Jean-Pierre Kucheida. Quatre, trois, deux, un, zéro !

M. le président. Je vous prie de conclure, monsieur le secrétaire d'État.

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État*. Aujourd'hui, il est devenu réalité, et validé par la Commission européenne. Il pourrait être soutenu sur tous les bancs de la représentation nationale. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Jean-Michel Villaumé](#)

**Circonscription :** Haute-Saône (2<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 1034

**Rubrique :** Automobiles et cycles

**Ministère interrogé :** Industrie et consommation

**Ministère attributaire :** Industrie et consommation

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 4 mars 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 4 mars 2009